



Lettre n° 88 du 21 avril 2019

Au sommaire :

- Il n'y aura pas de miracle pour Macron et l'union nationale ni pour les milliardaires du CAC40, le combat continue...
- Retour des années 30 ou nouvelle période riche de possibilités révolutionnaires ? - François Minvielle

Il n'y aura pas de miracle pour Macron et l'union nationale ni pour les milliardaires du CAC40, le combat continue...

L'incendie qui a ravagé Notre dame de Paris avant qu'elle ne s'effondre en partie et cela au moment même où Macron devait faire son prêche a suscité une légitime émotion. On ne peut être indifférent à la ruine en quelques minutes d'un des chefs d'œuvre du travail humain même si de toute évidence le ciel est vide, dieu une invention humaine et les cathédrales, comme la plupart des monuments du patrimoine, des monuments à la gloire des classes dominantes, de leurs crimes bénis par la religion depuis les croisades, l'esclavage, le servage, les guerres coloniales et leur société d'exploitation. Notre émotion n'a rien de national ni de catholique, elle exprime notre admiration pour les travailleurs manuels, intellectuels, artisans et architectes qui les ont bâties.

L'hypocrisie et le fric ruissellent

C'est bien pourquoi les discours sur l'union nationale tenus par Macron et repris en cœur par le monde politique et les médias sont insupportables. Les magnificences de Notre dame appartiennent au patrimoine du travail et du génie humains tout autant que toutes celles qui, à travers la planète, par delà les frontières, jalonnent l'histoire de l'humanité. Mais ces magnificences ne nous font pas oublier les crimes des puissants, religieux ou non, des classes dominantes qui en ont été les commanditaires et qui voudraient s'en approprier la valeur universelle.

Ceux qui aujourd'hui ont des trémolos dans la voix ferment les yeux sur leur propre responsabilité dans cet incendie tragique. Certes, on ne connaît pas les causes factuelles qui l'ont provoqué mais les professionnels de la protection du patrimoine accusent la responsabilité directe de l'État, sa politique de désinvestissement dans la sauvegarde et l'entretien du patrimoine comme dans l'ensemble des services publics et aussi l'insuffisance des normes de sécurité sur les chantiers patrimoniaux comme sur l'ensemble des chantiers des bâtiments publics.

Ceux qui voudraient nous étouffer dans leur union nationale et leurs surenchères cléricales ridicules sont ceux qui aujourd'hui ruinent la société, mènent des politiques qui non seulement sacrifient le patrimoine de l'humanité mais, plus encore, sacrifient les forces vives de la société, le monde du travail, les producteurs sur l'autel du profit, de la concurrence, de la rentabilité financière.

Il y a quelque chose d'indécent dans le cynisme de Macron et des ses amis les Arnault, Pinault et autres Bettencourt, les milliardaires du CAC40, qui annoncent des « dons » de plusieurs millions d'euros. Même pas pour racheter leur âme au ciel, mais pour investir ce « *pognon de dingue* », dont ils ne savent que faire, dans une campagne publicitaire prise en charge à 60 % par l'État grâce à la défiscalisation.

Foutage de gueule et mauvais coups

Et pendant qu'ils font donner les grandes orgues de la sensiblerie nationale et du cléralisme, les dérisoires mesures de Macron sont divulguées, sans bruit. Dérisoires au point que c'est l'annonce de la suppression de l'ENA qui passe pour la mesure phare. Quel foutage de gueule !

On nous annonce une « *baisse des impôts des classes moyennes* » qui serait financée par la « suppression de certaines niches fiscales », sans autres précisions. Les retraites de moins de 2 000 euros seraient indexées sur l'inflation à partir du 1^{er} janvier 2020 mais pas question d'augmentation ni des retraites, ni du Smic, ni des salaires. Rien ! Tout au plus la prime annoncée par Macron le 10 décembre dernier, cette prime défiscalisée pour les salaires allant jusqu'à 3 SMIC devrait être pérennisée chaque année, laissée au bon vouloir des patrons.

On nous annonce aussi qu'il n'y aura plus de fermeture d'écoles et d'hôpitaux jusqu'à la fin du quinquennat, « *sauf demande des maires* » cependant et cela n'exclut pas les fermetures de classe ou de service. Là encore

foutage de gueule ! Dans l'Education nationale comme dans les hôpitaux la situation est telle que de nouvelles fermetures étaient inenvisageables mais Macron méprise ce que demandent les enseignants engagés dans la construction de leur mobilisation, comme les urgentistes en grève illimitée.

Et en filigrane de ces mesures dérisoires, se profile l'axe des attaques à venir sur les retraites, le temps de travail, les agents de la fonction publique, nous faire travailler plus et plus longtemps !

L'intervention télévisée de Macron jouant l'enfant de cœur appliqué et zélé au lendemain de l'incendie de Notre Dame n'avait pas d'autre sens, vulgairement et grossièrement, que d'appeler à l'union nationale pour nous faire travailler plus en gagnant moins.

« *Nous sommes ce peuple de bâtisseurs. Nous avons tant à reconstruire.* » dit-il. Ce nous, qui doit désigner ses amis

du CAC, est pour le moins déplacé. Ensemble, les parasites de la finance et leurs serviteurs politiques conduisent le monde à la ruine. Nous ne voulons pas de leur union nationale mais nous construirons l'union des travailleurs pour bâtir un monde nouveau.

Il y a urgence à ne pas laisser le terrain libre à l'union de toutes les forces réactionnaires contre la révolte des Gilets jaunes et le monde du travail. C'est bien la lutte qui s'engage sur les ronds points, dans les manifs du samedi et tous les jours sur les lieux de travail, d'habitation et d'étude, dans la préparation aussi du 1^{er} Mai et de la journée de grève du 9 mai qui devrait être une journée interprofessionnelle. C'est aussi l'enjeu de la campagne des élections européennes, le sens de notre soutien à la liste de Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud et Jean Pierre Mercier, la seule à se revendiquer du monde du travail et de l'internationalisme.

Retour des années 30 ou nouvelle époque riche de possibilités révolutionnaires ?

Bolsonaro au Brésil, Salvini en Italie, scores de Le Pen, sondages annonçant une forte progression des partis nationalistes d'extrême-droite ou de la droite extrême aux élections européennes... une discussion a lieu sur le retour d'un danger fasciste. L'écho reçu par le livre récent de Michaël Foessel *Récidive 1938* en témoigne.

Ces inquiétudes sont légitimes. Comme il est tout à fait légitime de s'interroger, comme notre camarade Ugo Palheta, sur « *la possibilité du fascisme* », envisageant « *la trajectoire du désastre* », comme l'indique le titre de son dernier livre. Les menaces pour les travailleurs sont réelles, et d'autant plus sérieuses que les Etats et les partis qui prétendent incarner la démocratie ont engagé eux-mêmes des politiques autoritaires et réactionnaires contre le monde du travail, les migrants, les femmes et tous ceux qui contestent leurs politiques au service de la finance.

Mais est-ce que discuter en référence aux années 30 est la meilleure façon d'analyser, de comprendre les bouleversements en cours pour tracer une perspective pour les luttes du prolétariat ? D'autant que le sinistre fantôme des années 30, la « *menace du fascisme* » est agitée depuis plus de trente ans par des politiciens en faillite, de Mitterrand à Macron, qui joue à son tour cette carte du rempart contre l'extrême-droite, déclarant que « *le moment que nous vivons ressemble à l'entre-deux-guerres* »... « *dans une Europe qui est divisée par les peurs* », « *la lèpre nationaliste* » [1]...

Dans toute la société, comme au sein du monde du travail, une bataille politique est engagée entre d'un côté, les préjugés et la démagogie autour de l'ordre et de la nation, véhiculés non seulement par les souverainistes de tout poil mais en fait par tous les politiciens, et d'un autre, la conviction que le repli derrière les frontières nationales est une impasse, la défense de l'internationalisme, les intérêts de classe de tous les travailleurs, quels que soient

leur pays et leurs origines. Cette bataille, nous la menons autour de nous, au sein du mouvement des Gilets jaunes, au travail, dans les syndicats, pour faire reculer les confusions, contester la démagogie de l'extrême droite et des populistes, leurs grandes phrases sur « *le peuple français* » et le sentiment d'unité au nom du tricolore.

La référence aux années 30 et au « *danger fasciste* » ramène le plus souvent vers la politique du front républicain. Face au « *mal absolu* », la logique du « *moindre mal* »... Tout aussi impuissantes sont les incantations antifascistes, le slogan « *no pasaran* », dont on oublie qu'il était lors de la Guerre civile espagnole le slogan des staliniens qui avaient sacrifié la révolution à la défense de la République et aux intérêts de Moscou.

Les menaces sont bien réelles mais l'Histoire ne se répète pas. Par contre, il nous est indispensable de nous approprier ses leçons pour agir en fonction du danger tel qu'il est, dans la période telle qu'elle est... et des forces bien présentes et vivantes prêtes à s'y affronter. C'est la seule façon de se donner les moyens de le combattre, c'est-à-dire avoir une stratégie pour la classe ouvrière et la jeunesse, une perspective démocratique et révolutionnaire pour aujourd'hui.

Les similitudes en trompe l'œil

L'usage de la formule de fascistes pour caractériser les partis comme le RN peut paraître plus radical que l'emploi d'autres termes (extrême-droite, populistes, autoritaires, etc.) mais en fait il crée une confusion, laissant entendre que nous serions face aux mêmes dangers que dans les années 30. Cette référence construit des similitudes trompeuses.

Les analogies entre les partis d'extrême-droite d'aujourd'hui et ceux des années 30 sont pour beaucoup formelles. Leurs démagogues se rejoignent autour de la

« *renaissance de la nation mythifiée* »[2], de l'ordre, du rôle du chef, et les diverses formes de racismes, antisémitisme, identités nationales et religieuses, anticomunisme, antiféminisme, etc. Avec la crise économique, pour flatter les classes populaires, certains de ces partis prétendent maintenant porter des mesures sociales qui ne remettent absolument pas en cause la domination des classes capitalistes... ce qui est une analogie de plus avec les mensonges pseudo-socialistes des Mussolini ou Hitler avant leur arrivée au pouvoir.

La crise économique provoque un appauvrissement des classes moyennes et populaires par la même logique que dans les années 30 et le même rejet des partis qui ont mis en œuvre les politiques antisociales et répressives. Elle ouvre une période de crise politique, une crise de la démocratie bourgeoise parlementaire, un rejet des « élites »... et la faillite des partis issus du mouvement ouvrier laisse la place aux préjugés réactionnaires et à l'extrême droite. Mais l'analogie reste impressionniste si on ne s'attache pas à comprendre les différences d'époque, de période historique, de la réalité des rapports de forces dont dépendent les perspectives. Elles évitent les questions concrètes sur les rapports entre les classes, les rapports entre les puissances capitalistes elles-mêmes, c'est-à-dire s'interroger sur l'évolution du capitalisme et ferment ainsi les yeux sur l'essentiel.

Le fascisme indissociable de la marche vers la 2^{ème} guerre mondiale

Dans les années 30, le monde s'engage vers la 2^{ème} Guerre mondiale, continuation directe de la Première. Une nouvelle fois, les grandes puissances vont régler avec la vie de millions de travailleurs, sur les champs de bataille d'Europe, d'Asie et d'Afrique, leur concurrence impérialiste pour se disputer leurs aires d'influences, leurs colonies, l'accès aux marchés et aux matières premières.

Vingt ans à peine après la barbarie des tranchées, la propagande nationaliste des Etats et leur capacité à intégrer une partie des organisations ouvrières, comme dans les années d'avant 1914, ne suffit plus. Les bourgeoisies ont besoin de militariser la société, briser le mouvement ouvrier, en finir avec la démocratie même parlementaire.

En Allemagne, il fallait encore des milices supplétives pour militariser le pays. C'est le rôle qu'a joué le Parti nazi, en enrôlant la petite-bourgeoisie ruinée et déclassée. Trotsky explique cet enchaînement en écrivant que « *Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie* », c'est-à-dire du « coût » de la République de Weimar, avec ses concessions aux classes populaires que la bourgeoisie ne peut plus supporter. Il conclut que le « *coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires* ». [3]

Cette explication du fascisme repose sur l'analyse de son rôle dans la lutte des classes, la bataille pour l'appropriation des richesses produites, la guerre comme moyen de

disputer les richesses aux autres impérialismes. Les explications sur son idéologie servent sur un autre plan à comprendre comment cette force politique a pu jouer ce rôle, en étant capable de mobiliser des forces sociales qui se sont reconnues dans son discours.

En conclusion de sa brochure *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Trotsky écrivait en juin 33 : « *Un programme était nécessaire aux nazis pour arriver au pouvoir ; mais le pouvoir ne sert absolument pas à Hitler à remplir son programme. C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste, implique la préparation de la guerre ; ce but, à son tour, ne tolère aucune résistance intérieure et conduit à une concentration mécanique ultérieure du pouvoir. Il est impossible de réformer le fascisme ou de lui donner son congé. On ne peut que le renverser. L'orbite politique du régime des nazis bute contre l'alternative : la guerre ou la révolution ?* »

Tirer les leçons du passé

Et c'est bien ainsi, en nous attachant à comprendre les événements de la lutte des classes, que revenir aux années 30 nous est indispensable pour saisir l'originalité et la spécificité de la période que nous vivons.

Vital, parce que comprendre le fascisme par sa fonction de classe et les forces qu'il entraînait était le seul moyen de le contester par une politique de classe opposée : la perspective de la révolution et d'un gouvernement prolétarien contre le pouvoir du capital financier, une mobilisation résolue de la classe ouvrière pour ses propres intérêts, seule façon de soumettre la petite-bourgeoisie enragée et de l'arracher à l'influence du fascisme.

A regarder l'Histoire à travers le prisme de son dénouement tragique, on n'en voit plus les moments où rien n'était encore joué, ces moments où les choix politiques des directions du mouvement ouvrier ont eu une importance décisive.

Au cœur de la bataille, Trotsky refusait d'assimiler à du fascisme tous les pouvoirs autoritaires qui s'imposaient pays après pays, à l'opposé des partis staliniens qui « *tiraient, suivant une logique formelle et purement déductive, des conclusions identiques pour tous les pays et toutes les étapes du développement. Pour eux, Primo de Rivera, Mussolini, Chang Kaïshek, Masaryk, Brüning, Dollfuss, Pilsudski, le roi serbe Alexandre, Severing, MacDonald etc., étaient des représentants du fascisme* »[4]. Cette politique de Moscou au début des années 30 a abouti à désarmer les travailleurs, à les empêcher d'intervenir dans les bouleversements en cours.

Du « social-fascisme » au front populaire...

Au lieu de chercher à gagner à la révolution les fractions larges du prolétariat, y compris celles encore organisées par la social-démocratie, en construisant des « fronts uniques » avec toutes les organisations ouvrières, pour leur auto-défense, pour la défense des droits démocratiques, contre les lois autoritaires, contre le danger fasciste, et en

gardant toute liberté d'expression politique et de critique vis-à-vis des alliés du front unique, les partis staliniens rejetaient ces organisations, et donc les millions de travailleurs qui les suivaient, les caractérisant comme « social-fasciste », au nom du fait que ces partis avaient fait le lit du fascisme, renforçant des divisions et un sectarisme tragiques pour la suite.

La succession de défaites sans combat provoquées par cette politique et l'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933, ont conduit l'Internationale soumise aux intérêts de Staline à prendre un virage à 180° en 1935. Il fallait alors construire des alliances avec les démocraties contre le fascisme. Ce fut le pacte d'entraide et d'assistance Laval-Staline dans lequel l'URSS et la France « *animés du désir d'affermir la paix en Europe* » se donnaient pour objectif « *de maintenir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États* » au nom des « *intentions sincèrement pacifiques des deux pays* ». Pour la première fois, l'URSS s'associait à la politique d'un État bourgeois et colonialiste et lui promettait son aide en cas d'agression militaire.

Étendant cette politique à tous les PC, l'Internationale s'engageait dans ce renoncement qu'ont été les « fronts populaires », c'est-à-dire l'alliance avec des partis réformistes et bourgeois, non pas pour se défendre face aux attaques, mais pour participer à des alliances électorales et soutenir des gouvernements, comme en France en 1936. Cette orientation a désarmé les travailleurs, conduisant à la tragédie de la Révolution espagnole, au cours de laquelle le PC a combattu tous ceux qui voulaient mener la révolution jusqu'au bout, au nom de la « priorité » de la défense de la république bourgeoise.

L'histoire de ces trahisons et de ces crimes sont la terrible démonstration que la lutte contre le fascisme se confond avec la lutte pour le pouvoir des travailleurs. Il n'y a pas de compromis possible à ce stade de la lutte de classe où se jouent les intérêts vitaux des différents protagonistes.

La montée de l'extrême-droite, produit de la faillite politique des classes dominantes et de la paralysie du mouvement ouvrier

Aujourd'hui, la progression des forces nationalistes et xénophobes se nourrit de l'offensive menée par les classes dominantes contre les travailleurs et les peuples. Engagée depuis les années 80, cette offensive a imposé un recul de la part des richesses revenant aux salariés, par le chômage, le blocage des salaires, l'intensification du travail, la précarité, la casse des droits, de la protection sociale, etc. Des millions de travailleurs, avec ou sans travail, ont été plongés dans la misère.

Les organisations du mouvement ouvrier sont restées l'arme au pied face à ces reculs, paralysées par leurs liens avec le PS et le PC qui ont mené ces politiques quand ils étaient au gouvernement, contribuant à démoraliser bien des militants.

Cette impuissance et cette démoralisation ont profité à l'extrême droite, d'autant plus que les partis au pouvoir

ont largement favorisé sa progression, que ce soit par des calculs électoraux cyniques depuis Mitterrand, ou par la démagogie raciste, de Mauroy à Macron en passant par Chirac et Sarkozy.

Les mêmes qui prétendent défendre la démocratie contre l'extrême-droite ont redoublé d'attaques contre les droits démocratiques, par des politiques répressives et de contrôle, par la démagogie chauvine pour diviser les travailleurs, par une succession de lois remettant en cause les libertés (anti-terroristes, anti-manifestants, anti-migrants, etc.).

Discrédités par leur politique, marqués par les « affaires », ces partis ont engagé une fuite en avant réactionnaire qui a fait le lit de l'extrême-droite, ramassant la mise, en dénonçant le parlementarisme, la corruption, la passivité face à la crise économique. Les partis d'extrême-droite ont beau jeu de faire de la surenchère, de prétendre incarner le « pouvoir fort » qui va remettre de « l'ordre » face aux lois du marché que personne ne dirige. Contre la mondialisation, ils flattent le nationalisme et le repli derrière les frontières qui assurerait une « protection nationale ». Mais il ne peut pas y avoir de « protection nationale » dans le cadre du marché mondial. Les lois du marché s'appliquent même derrière les frontières fermées : les financiers exigent le même taux de profit pour leur capital. La fermeture des frontières ne peut se traduire que par un dumping social à l'intérieur pour rendre la production compétitive sur le marché mondial.

Plus la société se désagrège, plus l'extrême-droite peut dévoyer le besoin de sécurité sociale vers les fantasmes de l'identité, de la nation... et de son bras armé qu'est l'État. La mythologie nationale, avec en corollaire le racisme et la xénophobie, comme nostalgie pour répondre à la peur de l'avenir.

Leur politique accentue les contradictions du capitalisme mondialisé et les enferme dans une impasse, comme le montrent les crises politiques des Trump, Bolsonaro, Orban ou Salvini, tous tenants du protectionnisme pour assurer la grandeur de leur État... et les intérêts de leur bourgeoisie. Ils sont fragilisés par le fait que l'action des États, pour attirer les capitaux, pour maintenir l'ordre, pour garantir y compris militairement l'accès aux matières premières, doit favoriser aussi la libre circulation du capital, l'évasion fiscale, l'endettement, pour répondre aux exigences des multinationales et de la finance. Les contradictions s'exacerbent entre le cadre national des États, outils de domination des bourgeoisies, et l'arène internationale où se joue la concurrence entre les multinationales. Cette contradiction croissante, produit de l'internationalisation de la production et des échanges et de la financiarisation de toute l'économie, est sans issue... à part celle portée par les classes exploitées et opprimées, en débarrassant l'économie mondialisée du parasitisme de la propriété privée et de la finance.

Une stratégie pour notre classe ou la possibilité révolutionnaire, sa nécessité

Cette perspective est inscrite dans les contradictions mêmes qui rongent le capitalisme. L'internationalisation de la production a entraîné une internationalisation de la classe ouvrière qui est devenue pour la première fois la classe la plus importante à l'échelle du monde, tant par le nombre que par son rôle dans la production des richesses.

La classe des travailleurs, loin d'être défaite, est aujourd'hui en pleine expansion, en plein développement à l'échelle internationale tant sur le plan numérique que culturel.

Cette classe jeune, féminisée, dynamique, mène des luttes pour ses droits, sociaux et démocratiques, aussi bien en Chine qu'au Brésil, en Afrique du Sud, en Algérie. Dans les vieux pays impérialistes aussi, les classes populaires et les travailleurs se mobilisent depuis des années, des Indignados aux Gilets jaunes en passant par les mouvements Occupy ou Black lives matter.

Sur les ruines des vieux partis issus du mouvement ouvrier, la social-démocratie et le stalinisme, de nouvelles forces sont en train de naître, de grandir.

La montée des forces réactionnaires ne doit pas nous masquer que l'essentiel est là. Face au racisme qui divise et à l'extrême-droite qui dévoie la colère, la bataille ne peut pas être défensive. Se limiter aux proclamations ou à la construction de « fronts antifascistes » pour empêcher ici tel meeting, s'affronter là avec tel groupuscule, c'est ne pas voir que les conditions pour une offensive des travailleurs sont là. Les forces du prolétariat sont loin d'être brisées, malgré les reculs. Les contradictions du capitalisme provoquent un mouvement long et profond de révolte des travailleurs, des classes populaires, de la jeunesse, y compris dans les pays où les partis les plus réactionnaires et nationalistes sont au pouvoir. C'est au sein de ces mobilisations qu'il s'agit de combattre les préjugés nationalistes que les classes dominantes et l'extrême-droite ont semés, pour aider à l'unité du monde du travail, son organisation démocratique pour les luttes.

Une large fraction des classes populaires et de la jeunesse ne veut pas du repli derrière les frontières, d'une sortie de l'Europe. Les sentiments internationalistes se sont renforcés, s'appuyant sur les liens créés par l'internationalisation de la production, la circulation des travailleurs, le partage des informations et des cultures à l'échelle de

la planète. C'est devenu une évidence que les problèmes sont globaux, à l'échelle du monde, pour agir contre la domination de la finance, contre la misère, contre les guerres, contre la destruction de l'environnement.

La crise écologique ne peut avoir d'issue par le repli national !

Toutes ces transformations sont autant de points d'appui pour la construction d'une organisation politique de la classe ouvrière, un parti des travailleurs, internationaliste, qui porte la perspective d'un affrontement global avec la bourgeoisie.

Cela signifie pour le mouvement ouvrier se dégager de ses vieilles organisations institutionnalisées, achever la rupture avec ses partis qui ont fait faillite, ou ceux qui défendent le souverainisme républicain, contester dans les organisations syndicales leur incapacité à se dégager du dialogue social. Il s'agit de construire des relations militantes, avec la perspective du regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires dans un même parti large et démocratique.

La lutte contre la menace de ce que certains appellent « un néo-fascisme » n'est pas une lutte « spécifique », mais bien la lutte globale du monde du travail, des femmes, de la jeunesse contre le capitalisme, pour le contrôle des richesses produites, la coopération des peuples, la démocratie, la liberté... Elle passe par la construction d'un parti, capable de s'appuyer sur les possibilités révolutionnaires d'aujourd'hui, pour un monde débarrassé des frontières et de l'exploitation, pour renvoyer les préjugés racistes et nationalistes et les forces qui les propagent aux poubelles de l'Histoire.

François Minvielle

1 Entretien de Macron dans *Ouest France* - 31 octobre 2018

2 Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme, France, la trajectoire du désastre*

3 Trotsky, [*Qu'est-ce que le national-socialisme ?*](#) - juin 1933

4 Trotsky, [*Bonapartisme et fascisme*](#) - juillet 1934